

« En tant qu'institution publique, nous avons la responsabilité de participer à l'accueil des personnes migrantes »

Interview d'Hélène Orain, directrice générale de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée

Publié le 28 août 2017 – Mis à jour le 31 janvier 2018

Le 29 juin, le Cnam et le Musée national de l'histoire de l'immigration signait une convention de partenariat visant à approfondir leur collaboration. Elle donnera ainsi naissance à partir de la rentrée prochaine à un cycle de conférences questionnant les mouvements migratoires. Dans un contexte marqué par une vague massive d'immigration, Hélène Orain, directrice générale de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée depuis 2015, nous explique le sens de cet engagement, encore rare parmi les institutions publiques.



Cette convention de partenariat entre le Cnam et le **Musée national de l'histoire de l'immigration** vient sceller une collaboration déjà initiée. Quelle est sa raison d'être ?

À travers cette convention, nos deux institutions marquent leur volonté de s'engager ensemble sur un sujet au cœur de nos missions en tant qu'institutions publiques. En effet, que nous soyons des établissements culturels ou, comme le Cnam, pluridisciplinaires, liés à l'enseignement supérieur, à la formation, à la recherche, nous avons une responsabilité

: **participer à l'accueil de ces personnes migrantes** qui arrivent sur notre territoire, et qui continueront d'arriver – pardon pour cet anglicisme – *whatever happens*. Aujourd'hui, ce sont moins des Syriens qui arrivent à Paris, donc des réfugiés politiques tels que le droit l'entend, que des personnes en provenance notamment de l'Afrique subsaharienne. S'il s'agit pour certaines, de migrations liées à des **problématiques politiques de liberté** telles qu'elles sont définies dans le droit des réfugiés, elles sont aussi pour beaucoup, causées par des **phénomènes climatiques** comme la progression des sécheresses. Celles-ci durent de plus en plus longtemps, provoquant l'assèchement de zones autrefois irriguées, et déplacent des populations, qui viennent se concentrer autour des villes. Pour préserver leur avenir, ces populations décident de quitter leur pays d'origine. Nous sommes au début de ces phénomènes climatiques. **La question des migrants et des réfugiés va donc se poursuivre dans les années à venir !**

Notre métier n'est pas d'estimer qui peut accéder au statut de réfugié, à la protection subsidiaire, au titre de séjour régulier, etc. En revanche, parce que les personnes déjà présentes en Europe vont rester et s'intégrer, **c'est notre responsabilité de participer, chacun dans nos compétences, à ce que leur accueil, leur parcours d'intégration et leur insertion en France se déroulent le mieux possible**. Qu'il s'agisse de formation, de culture, d'apprentissage de la langue, de participation à la vie citoyenne et collective de notre pays, etc.

Nous avons une deuxième mission, également contenue dans ce partenariat : **le développement d'une forme d'acceptation pour ces mouvements migratoires parmi nos concitoyens**. Il faut changer les regards de notre société, très méfiante vis-à-vis des personnes migrantes. Encouragé par un certain nombre de discours très populistes, beaucoup s'imaginent qu'il va suffire de fermer les frontières pour résoudre le problème. Or ce n'est pas le cas. Que fait-on des réfugiés présents ? Les rapatrier dans leur pays en guerre ? Il nous faut arriver progressivement à juguler et dépasser cette méfiance. Et pour cela, **relativiser ces flux**. Ils sont importants, certes, mais parfaitement absorbables par nos économies développées. Cela ne signifie pas que l'intégration est facile. **C'est notre responsabilité, à nous, établissements publics, de travailler ensemble pour que l'on puisse informer et lutter contre les stéréotypes**.

Avant la signature de cette convention, plusieurs étapes ont déjà été franchies entre nos deux établissements avec la tenue d'un colloque « *le Cnam se mobilise pour les migrants* » voici un an et plusieurs conférences. L'administrateur général, Olivier Faron, a par ailleurs montré sa volonté de s'engager sur ce sujet, que cela soit avec nous ou avec d'autres partenaires, à travers des initiatives fort intéressantes, menées par le Cnam [entre autres, la mission « un métier pour des migrants » lancée en octobre 2015, un partenariat avec l'**Association Pierre-Claver** ou des actions en Rhône-Alpes, ndlr.].

Un cycle de conférences verra notamment le jour interrogeant les mouvements de population dans une perspective interdisciplinaire. À quels desseins avez-vous choisi de mettre en place ce cycle de conférences ?

Il s'agit non seulement de remplir nos missions évoquées précédemment, mais aussi de répondre à une **demande de débats publics sur l'immigration**. Si vous réfléchissez bien, il y a peu de lieux de débats publics. Bien sûr, il existe des émissions consacrées à ce sujet dans les médias. Mais le citoyen n'est pas actif dans ce genre d'espace. À travers ces conférences, l'idée est de réserver un temps à la prise de parole du public et d'échanger avec des spécialistes. Chacun pourra poser ses questions, et cela même si elles nous dérangent. J'insiste là-dessus ! Ce ne sont pas des conférences réservées à des gens déjà convaincus qu'il est nécessaire d'accueillir ces personnes migrantes. Ces conférences ont aussi pour objectif de convaincre celles et ceux qui ne le sont pas ou celles et ceux qui s'interrogent, légitimement.

Quel peut être le rôle d'un musée, comme le vôtre, consacré à l'histoire de l'immigration ?

Le rôle de ce musée est de **révéler la nation à elle-même**. Comprendre qui nous sommes. Dans les grands discours sur l'identité nationale, il y a deux France : la France éternelle, le maire, l'instituteur, l'idiot du village, etc. et puis il y a la France nouvelle, de la mondialisation avec les immigrés.

On oublie que la France est le plus vieux pays d'immigration d'Europe. Si vous visitez l'**exposition Ciao Italia !** [jusqu'au 10 septembre au Musée national de l'histoire de l'immigration, ndlr.], vous verrez à quel point, dans certaines régions de France, il aurait été impossible de maintenir l'agriculture au niveau où elle l'a été tout au long des 19^e et 20^e siècles, sans les apports de l'immigration italienne. Cela d'autant plus que l'agriculture était peu mécanisée en France, contrairement à celle d'Angleterre et des États-Unis. Face à cette double conjonction, d'une agriculture peu mécanisée et d'une démographie défavorable, à laquelle s'ajoute, à partir du 19^e siècle, l'explosion industrielle, il s'est révélé nécessaire d'importer de la main d'œuvre. Aujourd'hui un quart des Français a un grand père ou une grand-mère d'origine étrangère. 25% de la population ! L'immigration a profondément participé à la construction de ce que nous sommes aujourd'hui, politiquement, économiquement et culturellement. Et cela ne date pas des cinq dernières années. Cela fait trois siècles que cela dure !

Notre deuxième objectif est de comprendre ce qui se passe. Il faut élargir le regard et s'interroger. **Qu'est-ce qui provoque actuellement, dans le monde, ces flux de population ?** Comment se répartissent-ils sur la planète ? On sait que 80% des flux migratoires sont des flux sud-sud, quand 20% sont des flux sud-nord. **Plus des trois-quarts des flux migratoires se font entre pays du sud**. Il y a bien plus de Syriens au Liban, en Jordanie et en Turquie, qu'il n'y en a dans toute l'Europe. Notre empire colonial s'est définitivement effondré il y a seulement 55 ans, si l'on se reporte à la date des Accords d'Évian, mettant fin à la guerre d'Algérie. À l'échelle de l'histoire, ce n'est rien. Parce que nous étions

un empire colonial, nous nous devons d'élargir notre vision, pour comprendre ce qui est en train de se passer aujourd'hui dans le monde.

Est-ce que votre institution représente un cas unique en Europe et dans le monde ?

Dans le monde, pas tout à fait. Parce que vous avez aux États-Unis, plusieurs institutions qui traitent de cette question migratoire, comme Ellis Island, ou des musées plus communautaires dans les pays anglo-saxons. Il existe aussi de nombreux projets en Europe : en Italie, Suède ou en Allemagne.

Nous sommes à la fois un musée comme les autres en France, possédant des collections, proposant des expositions et réalisant une programmation culturelle au sein d'un monument. Mais ce qui est quelque peu unique chez nous, c'est notre réseau d'associations partenaires, très actif depuis le début de l'histoire du Musée. Ces associations nous permettent d'avoir un ancrage territorial plus important. Nous proposons ainsi plusieurs expositions itinérantes, rendant nos contenus accessibles à un public qui n'a pas la possibilité de venir physiquement ici.

Deuxième distinction majeure : les ressources. **Notre institution valorise et éditorialise les ressources sur l'immigration.** Nous avons une revue de sciences sociales spécialisée sur le fait migratoire et ses conséquences, *Hommes & migrations*. Nos ressources se composent aussi de films que nous fabriquons et de dossiers thématiques que nous écrivons. Le tout constitue des **ressources pédagogiques** pour les étudiants, les professeurs et les enseignants. Elles sont aussi à la disposition du public, lorsqu'il vient au Musée et accessibles par le biais de nos publications ou du **site Internet**. Ce dernier compte un million et demi de visiteurs uniques par an. Environ dix fois la fréquentation du Musée ! Par ailleurs, cette fréquentation n'est pas totalement identique à celle observée sur les sites de musées traditionnels, où l'internaute recherche avant tout des informations pratiques. Sur notre site, les temps de consultations sont généralement plus longs : les visiteurs regardent un film, lisent un dossier thématique, téléchargent une ressource, etc. Nous sommes un site de référence pour toutes celles et ceux qui veulent s'informer sur l'immigration. Notre partenariat avec le Cnam nous semble aussi intéressant pour nous aider à développer ces ressources, les contenus, les réseaux de diffusion, etc.

À son ouverture en 2007, le Musée a été en butte à des controverses, notamment avec l'instauration d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale, quelques mois auparavant. L'existence du Musée alimente-t-elle toujours des polémiques ?

Il y aura toujours des polémiques, pour toutes sortes de raisons. Mais je crois que là n'est plus l'essentiel. Notre métier est de fournir des ressources qui permettent à chacun de se faire son opinion et de comprendre ce qui se passe : pourquoi il y a des réfugiés à Lampedusa, à Porte de la Chapelle, à Calais, à Grande-Synthe, pourquoi certains circulent en Europe, et comment. Bien sûr, la manière dont on pose les questions peut prêter le flanc à des critiques. Ce n'est pas grave, on peut assumer ces critiques. Encore une fois, notre métier n'est pas de nous substituer à celles et ceux qui font la politique migratoire en France. J'ai le sentiment que le public nous adresse des questions parce qu'il trouve chez nous, des ressources qui lui permettent de se faire une opinion.

L'exposition temporaire *Ciao Italia !* offre à la fois une place importante à l'intégration houleuse à laquelle furent confrontés les migrants italiens dans l'Hexagone, et souligne leur apport au sein de la société française. Pensez-vous que ce type de médiation peut changer le regard sur les migrants actuels ?

Oui, bien sûr. Tout le monde a oublié les difficultés que les migrants italiens ont connues. **L'immigration italienne est qualifiée d'invisible.** Or, il faut rappeler que cela ne s'est pas si bien passé que cela au démarrage. Tous blancs et catholiques qu'ils étaient, il y eut un temps où on assassinait les migrants italiens, comme à **Aigues-Mortes [en août 1893]**, sans oublier les **Vêpres marseillaises [en 1881]**. **Ils furent victimes de discriminations et d'ostracisme** jusqu'aux années 1960. La question de la proximité culturelle est très relative.

Il ne faut pas oublier leurs apports. Ils ont touché tous les domaines : l'agriculture, l'industrie, l'automobile, les arts, le BTP, le spectacle, le cinéma, les hauts-fourneaux, le charbon... Il n'y a pas un secteur en France qui n'ait pas été profondément impacté par l'immigration italienne. Ainsi, si celle-ci a fonctionné, ce n'est pas parce qu'ils se sont assimilés : de fait, c'est la culture française qui a absorbé l'apport italien. Ce que nous faisons ici au Musée, c'est révéler la nation à elle-même. Ce qui constitue notre culture, nos racines.

► Action sociale Citoyenneté

Le dernier Cnam mag'

LE CNAM MAG' #9

Société numérique, société inclusive ?

1 mai 2018

[+ Retrouvez tous les numéros](#)

Se rendre au Musée national de l'histoire de l'immigration

Palais de la Porte Dorée

293, avenue Daumesnil
75012 Paris

Transports en commun

En métro : station Porte Dorée (ligne 8)

En bus : 46

En tramway : ligne T3

L'engagement du Cnam pour les migrant·e·s

Retrouver les articles du [Grand Angle](#) "Le Cnam se mobilise pour les migrants"

<http://blog.cnam.fr/anciennes-rubriques/360-degres/en-tant-qu-institution-publique-nous-avons-la-responsabilite-de-pai>